

# Pauvreté et régime de croissance en Thaïlande

Bruno Jetin – Xavier Oudin \*

Dans un processus de développement caractérisé par une croissance économique forte, comme c'est le cas en Asie du sud-est, la question de la pauvreté est indissociable de celle de la répartition des fruits de la croissance, elle-même déterminée par les rapports sociaux et leur traduction politique. La question, débattue depuis plusieurs décennies mais toujours d'actualité, de savoir si la croissance permet une meilleure distribution des revenus ou au contraire si une inégale répartition des revenus est une étape nécessaire n'est pas neutre. Les réponses apportées à cette question dépendent des groupes sociaux et de leurs intérêts dans le système économique. Nous considérons ici que la question de la pauvreté est une question plus spécifique de la question générale de la distribution des revenus.

L'accent mis sur la définition de la ou des pauvretés et les problèmes de mesure et d'identification de facteurs de pauvreté tendent à occulter les causes de la pauvreté. La recherche des facteurs de pauvreté, qu'ils soient physiques ou environnementaux, démographiques, liés aux guerres et aux déplacements de population, aux difficultés d'accès aux ressources et services publics, à l'absence de libertés, permet une meilleure appréhension du phénomène mais n'en décrypte pas nécessairement les causes. Les configurations des rapports sociaux sont rarement prises en compte dans l'analyse de la pauvreté alors que celle-ci est presque toujours le produit de rapports sociaux qui commandent la formation et la répartition des revenus. La pauvreté ne peut donc être analysée en dehors du cadre économique et de l'organisation sociale de chaque pays et, par conséquent, ne peut être comprise comme un phénomène identique d'un pays à l'autre, indépendamment des contextes sociaux.

Il y a unanimité pour penser que la croissance économique, dans un pays en développement où les besoins de la population sont loin d'être satisfaits, est une bonne chose pour réduire la pauvreté. Même si l'on ne réduit pas la pauvreté à une insuffisance de revenus monétaires ou à la non satisfaction de besoins matériels essentiels, la croissance du PIB et partant de la consommation, si elle n'est pas accompagnée d'inégalités trop criantes, a des chances d'avoir une incidence positive sur la réduction de la pauvreté. Au-delà de ce constat, on voit apparaître des divergences d'appréciation, alimentées par des expériences différentes en matière de croissance et de répartition des revenus. On oppose souvent un modèle asiatique, où la croissance serait « pro-poor », à un modèle latino-américain où ce serait l'inverse, la croissance économique s'accompagnant d'un accroissement des inégalités. Sans nier les grandes tendances qui sont à l'origine de cette idée, il est utile de regarder d'un peu plus près les évolutions comparées des variables macro-économiques (PIB, consommation) et les indicateurs de pauvreté à travers le temps et à travers l'espace. Si l'on se cantonne aux pays d'Asie du sud-est, on peut percevoir des évolutions contradictoires selon les périodes et selon les lieux. De plus, les formes de répartition des revenus divergent, et là où il y a peu de personnes très pauvres

---

\* Equipe QUESED (Question sociale et développement) – IRD, CELS (Centre for Education and Labour Studies), Université de Chiang Mai

(moins de 1 \$ PPA par jour), on peut en trouver un grand nombre d'assez pauvres (entre 1 et 2 \$ PPA).

La plupart des pays du sud-est asiatique ont fortement réduit l'incidence de la pauvreté sur leurs territoire, atteignant pour plusieurs d'entre eux le premier des objectifs du millénaire avec dix ans d'avance (réduction de moitié de la pauvreté absolue entre 1990 et 2015). C'est notamment le cas de la Thaïlande, dont la proportion de la population en situation de pauvreté absolue a diminué très fortement depuis quinze ans. Pourtant, certains signes montrent que les tendances récentes de la croissance seraient moins réductrices de pauvreté et plus inégalitaires que par le passé. Cette évolution est d'autant plus intéressante qu'elle se situe dans un contexte de mondialisation, de concurrence exacerbée entre les pays, cette concurrence portant souvent sur les coûts directs et indirects du travail, donc sur les revenus et prestations sociales que perçoivent les travailleurs. La financiarisation croissante des économies, les changements technologiques et l'évolution des logiques de spécialisation, le rôle de l'Etat et des institutions civiles, en bref un ensemble de facteurs que l'on peut qualifier de « régime de croissance » permettent d'expliquer les changements en cours. Les pays d'Asie du sud-est (au moins certains d'entre eux) seraient-ils en train de passer d'un régime de croissance relativement égalitaire en terme de distribution de revenus à un régime inégalitaire ? Et si oui, quels en sont les formes, les causes, et quelles sont les logiques en œuvre ?

Nous essayons de répondre à ces questions à partir de l'exemple de la Thaïlande. Après avoir exposé les grandes évolutions de la répartition des revenus et caractérisé la pauvreté en Thaïlande, nous proposerons des éléments d'analyse reliant pauvreté, distribution des revenus et régime de croissance.

## ***I - Pauvreté et distribution des revenus en Thaïlande***

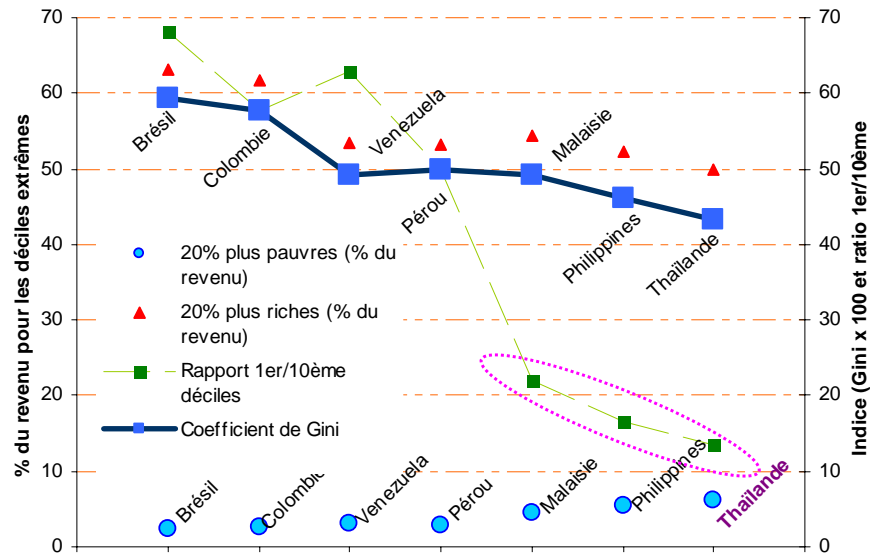
### **La Thaïlande, pays égalitaire ?**

La plupart des pays asiatiques ont connu une croissance forte et soutenue depuis quelques décennies. Pour certains (Thaïlande, Malaisie, Corée...), la croissance rapide est ininterrompue depuis 40 ans à l'exception de la brève période de crise de 1997-1998. Pour d'autres, la croissance a été moins forte, plus chaotique, mais les progrès réalisés en un demi-siècle sont indéniables (Indonésie, Philippines). Enfin, les pays socialistes ou « post-socialistes » (Laos, Cambodge, Viêt Nam) connaissent une croissance rapide depuis une quinzaine d'années seulement, qui les a sortis d'une situation de très grande pauvreté.

Les pays d'Asie du sud-est offrent un modèle de croissance souvent présenté comme étant plutôt égalitaire. L'accent mis sur les ressources humaines, les politiques de population et une distribution des revenus relativement égalitaire seraient même parmi des principales caractéristiques de la croissance des économies asiatiques « hautement performantes » (Banque Mondiale, 1993).

Les indicateurs classiques de répartition des revenus et de pauvreté semblent donner raison à cette vision des choses, et le contraste avec les pays latino-américains est réel. Le graphique n°1 présente certains de ces indicateurs, en premier lieu le coefficient de Gini, et montre bien que les pays d'Asie du sud-est sont moins inégalitaires que les pays d'Amérique Latine.

Graphique 1 - Indicateurs de répartition pour quelques pays d'Amérique Latine et d'Asie du sud-est



Source : PNUD, Rapport sur le développement humain 2005 ; données des années 1998 à 2002

Quatre indicateurs de répartition sont présentés sur ce graphique pour quatre pays d'Amérique Latine et trois pays d'Asie du sud-est. Ces indicateurs décrivent différents aspects de la répartition des revenus. Les pays présentés ne sont pas classés de la même façon selon les indicateurs, ce qui dénote des types de répartition différents. Ainsi, l'incidence de la pauvreté peut varier, quand bien même le coefficient de Gini est semblable. Cependant, avec une répartition très inégalitaire, le Brésil a le coefficient de Gini le plus élevé, et a une position extrême pour la part du PIB possédée par les quintiles le plus riche et le plus pauvre. Les coefficients de Gini des pays asiatiques se situent au-dessus de ceux de la plupart des pays européens, mais sont inférieurs à ceux des pays d'Amérique Latine. La part du revenu possédée par les 20 % les plus riches excède 60 % au Brésil ou en Colombie, mais ne représente que 50 % en Thaïlande. De l'autre côté de l'échelle, les 20 % les plus pauvres possèdent 2 % du revenu au Brésil, contre 7 % en Thaïlande ou aux Philippines. En conséquence, le rapport entre revenus moyens des quintiles extrêmes est en Asie du sud-est très nettement en dessous de celui des pays latino-américains, même avec des Gini comparables (Venezuela, Pérou et Malaisie par exemple).

La Thaïlande fait partie des pays les plus riches de l'ASEAN, loin derrière Singapour, derrière la Malaisie, mais bien au-dessus de l'Indonésie, des Philippines ou du Viêt Nam. Parmi les pays présentés ci-dessus, elle apparaît comme le plus égalitaire. Elle a de bons indicateurs de distribution des revenus, et la pauvreté absolue y est négligeable. Toutefois, si l'on considère les indicateurs de répartition dans le temps, on s'aperçoit que les écarts entre riches et pauvres se sont creusés.

### Mesure de la pauvreté et croissance économique

Les inégalités et la pauvreté peuvent se décliner de multiples façons. Les inégalités de revenus sont très différentes –et beaucoup plus importantes– que les inégalités mesurées par la dépense (consommation). Elles sont très prononcées entre régions et entre milieu rural et urbain.

Outre les difficultés de définitions et de mesure de la pauvreté et de la distribution des revenus, on se heurte, dans le cas de la Thaïlande, à des visions contradictoires sur les grandes

tendances de ces indicateurs. Cela est d'autant plus surprenant que les statistiques servant à établir ces indicateurs ont la même origine, à savoir les enquêtes budget consommation ou niveau de vie des ménages<sup>1</sup>. Il s'agit d'enquêtes lourdes réalisées par les instituts nationaux de statistiques, suivant des normes internationales.

L'origine de ces divergences peut être double. Soit des redressements ou nouvelles pondérations sont effectuées par les utilisateurs, ce qui peut apporter des modifications importantes (et souvent justifiées) des données originales ; soit les divergences proviennent du choix des unités : unité monétaire pour les revenus ou la consommation, individu ou ménage, etc. Dans ce dernier cas, on peut établir une analyse plus raffinée, prenant en compte la taille des familles dans l'évaluation de la pauvreté. Les inégalités entre individus sont plus marquées que les inégalités entre ménages, les ménages les plus pauvres étant en moyenne plus nombreux. On observe cependant de véritables divergences sur les indicateurs fondamentaux : la Banque Mondiale (WorldBank Indicators) estime que la distribution des revenus en Thaïlande a évolué dans un sens plus égalitaire entre 1981 et 2000, alors que des auteurs (Krongkaewa, M., Kakwani N., 2003 ; Motonoshi , 2003m Jeong H., 2005) soutiennent le contraire, statistiques à l'appui<sup>2</sup> (voir annexe).

### **Incidence de la pauvreté en Thaïlande**

La part de la population vivant avec moins de un dollar par jour est passée de 22 % en 1981 à moins de 1 % en 1997, pour remonter à 2 % en 2000. Ce résultat spectaculaire a été possible car le PNB par tête a été multiplié par 2,6 pendant cette période. Le PNB par habitant est passé de 1160 \$ à 2850 \$ ( \$ 1993), soit 3 \$ à 8 \$ par habitant et par jour, ce qui fait un gain moyen de 5 \$ par habitant par jour<sup>3</sup>. Or, pendant cette période, la médiane est passée d'un peu moins de deux à trois dollars par jour. On voit donc que, si la pauvreté absolue a bien été éradiquée, la répartition du revenu et de son accroissement ont évolué d'une façon profondément inégalitaire.

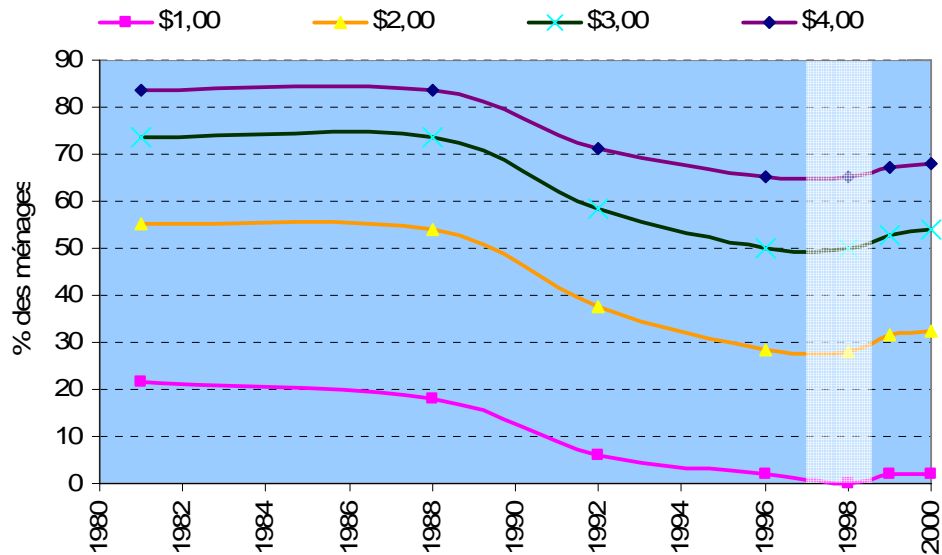
---

<sup>1</sup> - Households Socio-Economic Surveys (National Statistical Office). Ces enquêtes sont effectuées depuis 1968, tous les cinq ans jusqu'en 1987, puis tous les deux ans.

<sup>2</sup> - Entre 1981 et 2000, le coefficient de Gini passerait de 45,2 à 43,2, la part du revenu détenu par les 10 % les plus riches de 35,5 % à 33,8 % et celle du décile le plus pauvre de 2,3 à 2,5 %.

<sup>3</sup> - La population est passée de 47 à 59 millions d'habitants pendant cette période.

Graphique 2 - Pourcentage des ménages vivant en dessous de seuils de 1, 2, 3 et 4 \$ par jour



Source : \$ 1993 ; calculé à partir de la base PovCal (World Bank)

On remarquera par ailleurs que la part de la population recevant entre 1 et 2 \$ par jour a peu changé. De 33 % en 1981, elle passe à 26 % en 1996 et remonte à 31 % en 2000, tandis que ceux qui ont entre 2 et 3 \$ par jour représentent 19 % de la population en 1981, 22 % en 1996 et en 2000. La population qui gagne entre 1 et 3 dollars par jour représente donc plus de la moitié de la population thaïlandaise et reste stable. En fait, elle a retrouvé en 2000 son niveau de 1981 (soit 52 % de la population totale), après avoir baissé à la veille de la crise (48 % en 1996).

La différence entre les deux périodes est qu'en 1981, le PNB moyen par habitant et par jour était de 3 \$, alors qu'en 2000, il est de 8 \$. Ainsi, la croissance du PNB, si elle a permis d'éradiquer la pauvreté absolue, n'a guère changé la situation d'une bonne moitié de la population. Un revenu de 3 \$ par jour en 1981 pouvait être considéré comme acceptable, puisque c'était la moyenne, alors qu'en 2000, il s'agit d'un bas revenu. Avec 4 \$, on commence à avoir un revenu décent : pour une famille de 4 personnes, cela correspond à 500 bahts par jour, ou 15000 bahts par mois (300€). Sans être très élevé, ce revenu permet d'assurer alimentation et logement, mais n'autorise pas l'achat d'une maison ou des études coûteuses pour les enfants. En 2000, seulement 30 % de la population se situe au-dessus de ce niveau.

Il faut reconnaître que la répartition en 1981 était relativement égalitaire, malgré une pauvreté criante d'une partie de la population (il s'agissait essentiellement d'agriculteurs de régions défavorisées). La Thaïlande était à ce moment-là un pays bien plus pauvre que maintenant, où la majorité de la population vivait avec un revenu faible. La vigueur de la croissance –jusqu'à la crise de 1997- et la disparition des situations de pauvreté les plus visibles ont caché une autre réalité : la moitié de la population est restée à un niveau de revenus très bas. Les indicateurs classiques de pauvreté ou de répartition (pourcentage en dessous d'un dollar par jour, coefficient de Gini) et la réalisation anticipée des objectifs du millénaire, succès indéniable de la Thaïlande occultent une réalité moins glorieuse.

Il est vrai que la plupart des familles ont vu leur revenu s'accroître car, en réalité, la stabilité apparente de la population gagnant entre 1 et 3 \$ par jour s'opère par glissement de ceux qui avaient moins de 1 \$ vers des strates supérieures, ce qui peut représenter pour eux un doublement ou plus du revenu, tandis que d'autres familles s'élevaient au-dessus du seuil de

3 \$. La stabilité de la population vivant avec 1 à 3 \$ montre principalement une répartition inégalitaire des fruits de la croissance.

L'éradication de la pauvreté absolue est donc une réalité indéniable, rendue possible par des politiques adaptées, une cohésion sociale forte, des systèmes de solidarité palliant les absences éventuelles de l'Etat, et un maillage serré des systèmes de santé primaire et d'éducation. Le gouvernement Thaksin, renversé lors du coup d'état du 19 septembre 2006, a pris des mesures populistes et électoralistes, mais qui ont eu une incidence certaine sur le niveau de pauvreté : accès quasi gratuit aux soins, prêts bonifiés à tous les villages, octroi de bourses aux plus défavorisés... Ces mesures coûteuses sont à l'origine de sa popularité dans les campagnes, mais ont été dénoncées par ses détracteurs comme étant populistes, mal préparées et mal gérées, et engendrant la corruption.

La distribution des revenus en Thaïlande se caractérise donc par une quasi absence de pauvreté absolue, une forte proportion de population à faible revenu, une classe moyenne relativement importante et une minorité très riche<sup>4</sup>.

### **Les nouveaux visages de la pauvreté**

Pendant longtemps, la pauvreté a principalement concerné la population rurale, à l'exception de la paysannerie de la plaine centrale, relativement aisée. La baisse du nombre d'agriculteurs aurait dû entraîner une amélioration de l'indice de Gini, puisqu'ils occupaient massivement le bas de l'échelle. Cet effet de composition, relevé par Kuznets (1955), doit cependant être regardé de plus près. La baisse du nombre d'agriculteurs en Thaïlande a été très lente jusqu'en 1990. En 1970, 80 % de la population active était occupée dans l'agriculture, et encore 61 % en 1990 (CELS database). La baisse s'accélère à partir de cette date. Elle se produit le plus souvent par le départ des enfants de la ferme vers des emplois dans l'industrie ou les services, plutôt que par un exode des fermiers eux-mêmes. C'est le non renouvellement des générations vieillissantes qui explique la baisse relative des agriculteurs dans la population active. Depuis 1990, alors que la population active continue à augmenter, le nombre de paysans diminue en valeur absolue. En l'an 2000, et après un petit sursaut consécutif à la crise de 1997, les agriculteurs forment moins de la moitié de la population active (47 %), et seulement 37% en 2005 (NSO, Labour Force Survey).

De plus, les inégalités régionales sont relevées par tous les observateurs et, pour certains, il s'agit là d'un des principaux échecs du développement en Thaïlande (par exemple Parnwell et Arghiros, 1996). Le revenu moyen à Bangkok est égal à trois fois celui du Nord-Est, et à près de 5 fois le revenu moyen en milieu rural dans cette même région. Sur l'ensemble du pays, le revenu moyen en milieu rural est la moitié de celui du milieu urbain, non compris Bangkok. Dans la capitale, le revenu moyen est égal à 1,7 celui des autres villes.

Les disparités régionales d'une part, le type d'activité (agricole-non agricole) d'autre part semblent avoir été les principaux facteurs d'inégalité en Thaïlande pour la période 1975 à 1998, c'est-à-dire la période de forte croissance, tirée par l'industrie, jusqu'à la crise (Motonishi, 2003). Ce résultat ne rend cependant pas compte des évolutions récentes, notamment de la baisse de la population active agricole et des effets de la crise de 1997.

La baisse du nombre d'agriculteurs et de la population rurale s'accompagne d'une évolution de la pauvreté. Alors que celle-ci était principalement le fait de familles rurales résidant dans des régions défavorisées, notamment le Nord-est de la Thaïlande, elle tend à devenir

---

<sup>4</sup> - La dispersion entre les déciles 6 à 9 est relativement faible. Cela signifie qu'il existe une classe moyenne assez importante.

multiforme, intégrant également des populations urbaines et des travailleurs du secteur informel urbain, voire de l'industrie.

La pauvreté en Thaïlande n'est donc plus un phénomène exclusivement rural. La moitié des pauvres actuellement sont en milieu urbain (ADB, 2005) et les pauvres en milieu rural ne sont pas tous agriculteurs. La faible hausse des salaires minima depuis quinze ans a ramené les travailleurs non qualifiés de l'industrie à un niveau de revenu que de nombreux observateurs estiment être des niveaux de pauvreté (Bent, 2002<sup>5</sup> ; Jitsuchon, 2001). En 2000, 72 % de la population active tire un revenu mensuel de son activité inférieur à 4500 bahts, ce qui correspond à 4 \$ par jour, et 46 % ont moins de 2.5 \$ par jour (NSO-LFS, 2001). Si la plupart des agriculteurs sont en dessous du seuil de 4 \$, on y trouve également les deux tiers des ouvriers de l'industrie et employés du commerce<sup>6</sup>.

Enfin, il semble que les statistiques produites par la Thaïlande ne comptent pas les travailleurs étrangers. Or, l'immigration de travailleurs birmans, laotiens ou cambodgiens s'est beaucoup développée depuis le retour de la croissance. Ces travailleurs occupent des emplois peu qualifiés et mal rémunérés, dans l'agriculture, la pêche ou le bâtiment. Un grand nombre ne sont pas déclarés et ne bénéficient d'aucune couverture sociale (Huguet et Punpung, 2005). Lorsqu'ils sont en situation illégale, ces travailleurs et leurs familles n'ont aucun recours contre les abus patronaux, le non versement des salaires dans leur intégralité, les retenues abusives sur salaire, etc.

La Thaïlande offre un exemple intéressant de baisse importante de la pauvreté accompagnée d'une augmentation des inégalités de revenus. Ce cas de figure n'a été possible que grâce à la croissance économique (bien qu'il ne soit pas mathématiquement impossible sans croissance) qui a permis d'une part d'améliorer le sort des plus démunis, d'autre part d'enrichir les plus favorisés. La croissance a profité davantage aux riches, ou a permis à certains de s'enrichir rapidement, tout en permettant d'améliorer le sort des plus pauvres.

## ***II- Pauvreté et régime de croissance***

Un glissement de la pauvreté s'est donc opéré au cours des trois dernières décennies. La pauvreté absolue est devenue marginale, et le sort des agriculteurs s'est amélioré, tout au moins pour ceux qui restent. Mais dans le même temps, la pauvreté a rattrapé des catégories jusqu'ici relativement protégées. Les ouvriers non qualifiés des entreprises modernes, qui forment la majorité de la main-d'œuvre industrielle, les employés sans qualifications, ainsi que de nombreuses personnes qui tirent leur revenu d'une activité informelle, ont des revenus très faibles.

Cette évolution se comprend à partir de l'analyse du régime de croissance de la Thaïlande, à travers, notamment, l'évolution de la productivité.

### **Croissance et productivité**

Les caractéristiques de la croissance et de la productivité en Thaïlande permettent de comprendre pourquoi la pauvreté absolue a reculé tandis que la pauvreté relative s'est

---

<sup>5</sup> - Cet auteur cite des ouvriers travaillant dans la zone industrielle de Lamphun, dans le nord de la Thaïlande, qui déclarent être les « pauvres cachés », ou ignorés du pays.

<sup>6</sup> - Ces données sont difficilement comparables entre agriculteurs et non agriculteurs. Comme il s'agit de revenus individuels, les aides familiaux, nombreux dans l'agriculture, sont comptés avec des revenus très faibles. Si l'on disposait de statistiques équivalentes par ménages, l'écart entre agriculteurs et ouvriers ou employés se réduirait.

maintenue. Elles permettent aussi de diagnostiquer que, sans changement dans la répartition des revenus, la croissance future ne pourra plus, à elle seule, continuer à faire reculer les différentes formes de pauvreté. A l'origine du phénomène, on trouve le faible niveau d'efficacité de l'économie thaïlandaise que révèlent les mesures du niveau et de l'évolution de la productivité. Aux premières étapes du développement, un pays augmente sa richesse nationale en mobilisant ses ressources en travail et en capital de sorte qu'elles soient pleinement engagées dans les activités économiques. Cet objectif atteint, il n'y a pas d'autres solutions pour maintenir une croissance élevée que d'augmenter la productivité des ressources disponibles. On peut affirmer que la Thaïlande a déjà réalisé ce premier objectif mais qu'elle n'est pas encore parvenue à augmenter de façon significative sa productivité tendancielle. Ce constat s'appuie sur les arguments suivants.

Le passage d'une économie basée sur l'agriculture vers une économie basée sur l'industrie et les services s'accompagne d'un accroissement de la productivité. Cet effet de composition, que l'on observe dans tous les pays, tient à ce que la productivité a toujours été plus faible dans l'agriculture et plus forte dans l'industrie car le progrès technique et organisationnel s'y applique plus intensément. Ce phénomène a été tardif en Thaïlande. Il se traduit par une affectation de la croissance de la main-d'œuvre, très rapide entre 1965 et 1990 (la population active a alors plus que doublé) prioritairement vers l'industrie et les services. Durant la période 1963-73, l'effet de composition contribue à hauteur de 32 % à l'augmentation totale de la productivité du travail. Durant la période 1973-85, cette contribution se porte à 37 %, puis elle atteint son pic durant la période la plus récente, 1985-96, avec une contribution de 65 % (B. Van Arkt, M. Timmer, 2003). Autrement dit, la baisse relative, puis absolue de la population agricole au profit de l'emploi secondaire et tertiaire explique les deux tiers de l'augmentation de la productivité, tandis que l'augmentation endogène de la productivité, celle qui a lieu dans les principaux secteurs d'activité (agriculture, industrie services) n'explique qu'un tiers du total. Alors que la population active ne croît plus, cette « prime » à la productivité est en passe de s'épuiser. Pour se maintenir voire progresser, la productivité doit maintenant provenir de l'application des innovations techniques et organisationnelles au cœur mêmes des activités industrielles et de services.

Or c'est à ce niveau que le bât blesse. Toutes les études s'accordent à souligner la faible productivité tendancielle dans les activités manufacturières et de services en Thaïlande. Ainsi selon P. Tinakorn et C. Sussangkarn (1996), la productivité totale<sup>7</sup> aurait décliné en moyenne de 0,61 % par an dans l'industrie et de 0,36 % dans l'industrie manufacturière. Une étude plus récente (A. Chanchadrai et. al., 2004), confirme ces résultats. La productivité totale dans l'industrie manufacturière a été négative, avec une baisse de 1,14 % par an sur l'ensemble de la période 1977-99. Même en excluant la crise de 1997-98 et en ne retenant que la période récente, la croissance de la productivité a été négative (-1,37 %) sur la période 1992-96. Parmi les nombreux facteurs expliquant cette situation, trois prédominent. La faiblesse de l'esprit d'innovation des entreprises industrielles thaïlandaises qui ont hérité de la tradition commerciale du passé ; la recherche du profit à court terme plutôt que l'aventure toujours hasardeuse du progrès technique ; l'absence de système national d'innovation cohérent par manque de volonté politique de l'Etat sur le long terme, et la faiblesse du système éducatif. Dans ce domaine, malgré des progrès récents et rapides dans la scolarisation des nouvelles générations, le retard pris dans la généralisation de l'enseignement primaire puis secondaire pèse encore lourd. Durant la première moitié de 2006, 56% de la population active a un niveau d'éducation qui ne dépasse pas le primaire. Ceux ayant un niveau d'éducation secondaire inférieur et supérieur

---

<sup>7</sup> La productivité totale mesure la contribution des innovations techniques et organisationnelles, l'amélioration de l'éducation et des connaissances à la croissance économique, une fois déduite la contribution du volume d'emploi et du volume de capital.

représentaient seulement 26 % du total<sup>8</sup>. A cela s'ajoutent la faible qualité du système éducatif (CELS, 2008) et la faiblesse de l'enseignement professionnel.

Pour tenter de compenser cette faible productivité, les entreprises thaïlandaises ont porté le niveau du volume de travail à des niveaux très élevés. Intuitivement, on comprend qu'une personne peu efficace mais qui travaille un grand nombre d'heures peut réaliser la même production qu'une personne plus efficace mais qui travaille moins longtemps. En admettant que cette production se transforme en revenu et en négligeant les inégalités, on peut exprimer le niveau du revenu par habitant (mesuré comme le PIB par tête converti en \$PPA de 1990) par le produit de la productivité du travail et du nombre d'heures travaillées par les personnes employées. On mesure l'écart de chaque pays par rapport aux Etats-Unis<sup>9</sup>. Le tableau suivant présente les résultats obtenus (B. Van Arkt, M. Timmer, 2000).

Tableau 1 - PIB par tête, PIB par heure travaillée et ratio heures travaillées/population totale en Asie, en pourcentage du niveau des Etats-Unis, 1960-1998

	Bangladesh	Inde	Pakistan	Philippines	Chine	Sri Lanka	Indonésie	Thaïlande	Malaisie	Corée	Taiwan	Singapour	Hong Kong
<b>PIB par habitant en % du niveau des Etats-Unis</b>													
1960	4.8	6.6	5.9	13.3	6.0	14.8	10.1	9.2	14.0	11.6	12.5	18.5	25.7
1973	2.9	5.1	5.9	11.8	5.1	10.1	9.3	10.5	17.6	17.1	22.1	32.3	42.1
1980	3.0	5.1	6.3	13.7	5.8	11.6	10.2	13.1	22.3	22.5	30.8	44.6	56.2
1987	3.2	5.5	7.0	10.3	8.2	12.5	10.4	14.8	22.5	34.0	42.2	50.5	73.1
1996	3.4	7.0	7.8	10.3	11.9	14.5	15.6	26.1	34.8	52.6	57.2	80.6	88.2
1998	3.5	7.0	7.5	9.8	12.4	14.8	13.0	21.7	31.5	47.0	57.5	80.3	78.6
<b>PIB par heure travaillée, en % du niveau des Etats-Unis</b>													
1960	4.6	5.3	5.8	11.6	4.6	13.4	9.9	5.8	14.0	12.7	10.0	13.2	31.4
1973	3.2	4.9	6.3	11.1	3.9	9.9	9.4	7.6	17.6	15.4	16.5	25.8	29.5
1980	4.6	4.7	6.9	13.1	4.4	12.8	9.5	8.8	20.6	17.6	22.4	30.0	38.4
1987	4.0	5.2	8.4	9.7	5.8	13.8	8.6	9.9	21.0	25.0	30.7	36.3	49.5
1996	4.0	6.9	10.2	9.1	8.1	17.2	12.5	17.2	30.3	37.3	46.7	52.6	63.6
1998	4.0	7.1	10.0	8.8	8.6	17.9	10.3	15.5	27.6	37.2	48.8	51.6	57.3
<b>Heure travaillée par habitant, en % du niveau des Etats-Unis</b>													
1960	103.7	124.4	102.5	114.9	130.1	110.9	101.9	158.9	100.1	91.3	125.2	140.6	81.7
1973	90.0	105.4	94.2	106.0	129.6	102.2	98.7	138.9	99.7	111.3	133.9	124.9	142.5
1980	66.4	109.7	92.3	104.9	132.0	90.4	107.8	148.8	108.3	127.9	137.4	148.3	146.2
1987	79.7	107.2	83.2	106.0	141.1	90.1	121.1	150.0	107.1	136.3	137.8	139.1	147.7
1996	86.4	101.6	76.8	113.2	146.6	84.0	125.1	151.8	115.0	140.4	122.4	153.1	138.6
1998	85.5	99.7	75.6	111.0	144.6	82.9	125.6	140.1	114.1	126.5	117.9	155.6	137.2

Source : B. Van Arkt, M. Timmer, 2000

En 1996, dernière année avant la crise, la Thaïlande avait atteint une position intermédiaire avec un revenu par tête représentant 26,1 % de celui des Etats-Unis. Ce revenu par tête thaïlandais est obtenu sur la base d'une productivité horaire du travail très faible (17,2 % du niveau américain) que ne compense pas suffisamment un nombre d'heures travaillées (51,8 % de plus qu'aux Etats-Unis en 1996) pourtant parmi le plus élevé de l'ensemble des pays asiatiques. La Thaïlande parvient à de meilleurs résultats que les pays d'Asie du sud, dont le très faible revenu par tête s'explique par une productivité médiocre (inférieur ou égale à 10 % du niveau américain, à l'exception du Sri Lanka) et un faible nombre d'heures travaillées dû au

<sup>8</sup> Calculé à partir du «Report on Labour Survey», National Statistical Office, 2006.

<sup>9</sup> L'écart relatif de revenu par tête, (PIB/Population), entre deux pays (le pays X et les USA) peut être exprimé comme l'écart relatif de la productivité horaire du travail, (PIB/Heures travaillées) multiplié par l'écart relatif des heures travaillées par personne (Heures travaillées/Population) :

$$\left(\frac{\text{PIB}}{\text{Population}}\right)^{X-\text{USA}} = \left(\frac{\text{PIB}}{\text{Heures travaillées}}\right)^{X-\text{USA}} \times \left(\frac{\text{Heures travaillées}}{\text{Population}}\right)^{X-\text{USA}}$$

sous-emploi de la population active (le nombre d'heures travaillées par habitant est inférieur à celui des Etats-Unis). Selon les mêmes critères, la Thaïlande fait mieux que certains pays de l'ASEAN (Indonésie et Philippines) grâce à une productivité un peu plus élevée, mais surtout grâce à un nombre d'heures travaillées nettement plus élevée. Mais la comparaison avec la Malaisie, autre pays de l'Asean qui lui est proche, révèle les progrès que la Thaïlande pourrait accomplir. La Malaisie dispose d'un revenu par tête de près de 10 points supérieur grâce à une productivité près de deux fois plus élevée avec un volume horaire inférieur de 37 %. La comparaison avec les quatre « dragons » (la Corée, Taiwan, Singapour et Hong Kong) renforce cette perspective. Le fait que la Thaïlande en 1996 ait un niveau de revenu et de productivité plus de deux fois supérieur à la Chine, tout en travaillant plus témoigne d'un certain archaïsme du régime de croissance. L'amélioration du niveau de vie en Thaïlande, tant du point de vue du revenu que du point de vue des conditions de vie en général suppose une augmentation de la productivité du travail redistribuée pour partie sous forme de réduction du nombre d'heures travaillées. D'une certaine façon, la Thaïlande n'a pas le choix. Le nombre d'heures travaillées étant déjà très élevé, et la population active commençant à diminuer du fait que les cohortes arrivant en âge de travailler sont maintenant moins nombreuses que les cohortes qui se retirent de la force de travail, on comprend facilement que des limites « physiques » à défaut d'être sociales sont déjà atteintes. Il n'est pas pensable que la progression du niveau de revenu puisse se poursuivre sur la seule base du volume de travail et sans progression notable de la productivité.

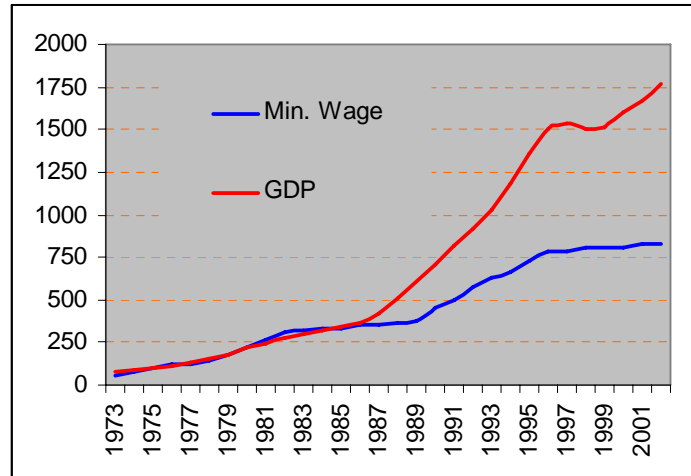
Les enquêtes réalisées par le CELS dans les entreprises industrielles confirment cette analyse macro-économique et nous ont permis de rencontrer des situations qui expliquent comment est obtenu le « revenu décent » de 4 \$ par jour évoqué dans la première partie, soit un revenu de 15 000 bahts par mois. Pour obtenir un revenu de 15 000 à 17 000 bahts par mois selon l'ancienneté, les ouvriers d'entreprises de l'automobile visitées, situées au sud-est de Bangkok, et qui sont celles qui offrent parmi les salaires les plus élevés de l'industrie, travaillent un minimum de 60 heures par semaine, soit 6 journées de travail de 10h, 8h de journée régulière plus 2 heures supplémentaires, avec des pointes à 70 heures lorsque le dimanche est aussi travaillé. Dans les autres secteurs d'activité et dans les autres régions de la Thaïlande, le même volume de travail ne permet pas d'obtenir ce « revenu décent ». On comprend pourquoi l'industrialisation et les services qui lui sont associés a certes permis d'éliminer la pauvreté absolue, mais pas la pauvreté relative. Il n'existe plus beaucoup de marge de manœuvre pour augmenter les revenus en travaillant plus, tant les volumes horaires travaillés sont déjà élevés. De ce point de vue là aussi, le régime de croissance thaïlandais atteint ses limites. L'augmentation des revenus passe par une amélioration des caractéristiques qualitatives de la croissance favorisant les gains de productivité et par une politique des revenus conduisant à les partager plus équitablement.

### **Croissance des revenus des riches et appauvrissement des ouvriers et employés**

Pendant la période de forte croissance, de 1987 à 1996, le développement du secteur financier et l'envolée de la bourse de Bangkok provoquent une redistribution importante des revenus. Les Thaïlandais de la classe moyenne supérieure, éduqués et occupant des postes de responsabilités dans les entreprises ou la fonction publique, s'enrichissent rapidement grâce à la spéculation boursière ou immobilière (Jeong H., 2005). Les « petits » salariés, qui ne connaissent pas les mécanismes financiers, restent en arrière. Ainsi, alors que le développement du salariat avec l'industrialisation avait contribué à réduire l'écart des revenus, c'est maintenant l'inverse qui se produit, et le revenu salarial (par opposition au revenu de l'entreprise, même familiale), devient facteur d'inégalité (World Bank, 1996). Les écarts entre salaires se creusent. Les salariés non qualifiés de l'industrie, qui étaient relativement privilégiés, notamment par rapport aux paysans, voient leur condition se détériorer relativement. La période de croissance rapide a donc été

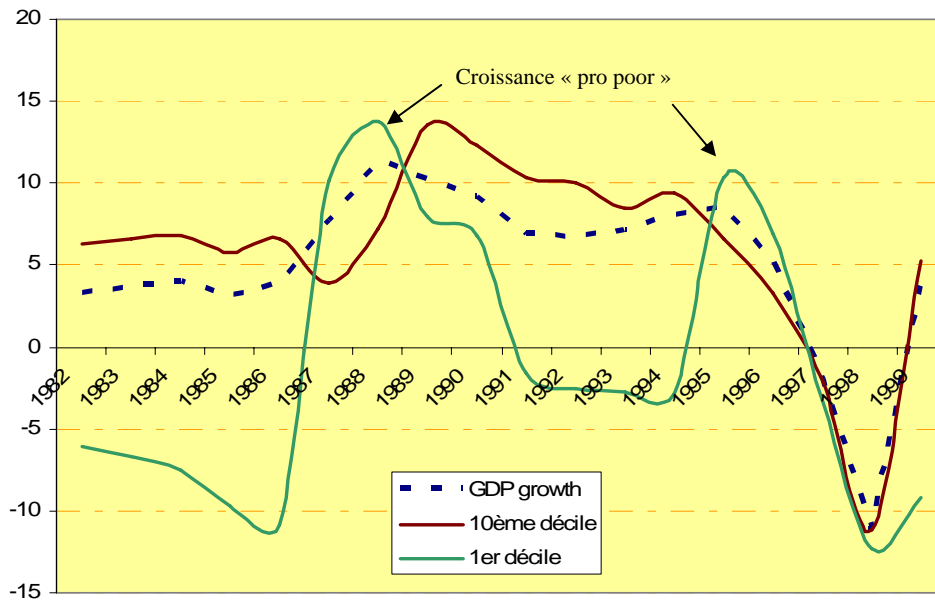
néfaste pour les salariés de l'industrie, ce que confirme l'évolution du salaire minimum, auxquels les salaires industriels sont accrochés, ainsi que l'évolution des revenus des déciles extrêmes (graphiques 3 et 4)

Graphique 3 - Index du salaire minimum (Bangkok), et du PNB, 1973-2002 (1975=100)



Source : CELS database, d'après NESDB

Graphique 4 - Taux de croissance annuel des revenus des premiers et dixièmes déciles, et du PNB, 1982-2000



Source: CELS database, d'après World Institute for Development Economic Research, United Nations University (<http://www.wider.unu.edu/wiid/wiid.htm>)

En vingt ans, on trouve deux périodes brèves où la croissance a été « pro-poor », c'est-à-dire où la croissance du revenu des plus pauvres dépasse celle du PNB : en 1987-1989 et 1996-1997. En dehors de ces deux périodes, la croissance du revenu du décile le plus pauvre a été nettement

plus faible que celle du PNB. De 1982 à 1987, cette croissance est négative : la croissance précipite davantage de monde dans la pauvreté. La forte croissance des revenus des plus pauvres dans la période qui suit contribue à éradiquer la pauvreté absolue. Ce sont les revenus des agriculteurs qui augmentent alors fortement<sup>10</sup>. De 1992 à 1995, alors que la croissance est très forte, les pauvres n'en profitent guère. C'est là que le sort des salariés se dégrade.

La crise touche les pauvres plus fortement, mais on remarquera que le décile le plus riche est également très frappé (les déciles intermédiaires connaissent une chute moins brusque de leur revenu). En effet, si la baisse de plus de 10 % du PNB a eu une forte incidence sur la pauvreté, elle n'a pas accentué les inégalités. La crise de 1997 frappe de plein fouet les spéculateurs, et l'indice de Gini se rétrécit un temps (Hyeok Jeong et Robert M. Townsend, 2000). Ce n'est pas grâce à une amélioration du sort des salariés, mais en raison de la chute provisoire des revenus des classes riches, qui avaient bâti une partie de leur fortune sur la spéculation immobilière et sur la hausse des cours de la bourse. Cependant, elles s'en remettent très vite, ce qui n'est pas le cas pour les plus pauvres.

Il faut garder à l'esprit que la présentation par décile ne rend pas compte des situations réelles. Ceux qui ont beaucoup perdu se sont bien sûr retrouvés dans des déciles inférieurs. Pour ce qui est du décile le plus bas, il peut comprendre des personnes qui se trouvaient avant la crise dans des déciles supérieurs et qui ont perdu leur emploi par exemple, tandis que des pauvres dont la situation n'a pas beaucoup changé avec la crise, peuvent se retrouver dans le second décile.

La distribution des revenus est plus inégalitaire que celle des dépenses. Les deux grandeurs sont issues des mêmes enquêtes, avec la même méthodologie à travers le temps. Les séries ainsi constituées, si elles sont loin d'être parfaites, ont tout de même le mérite d'être constantes d'un point de vue méthodologique. Les écarts importants de distribution de revenus et de dépenses s'expliquent principalement par l'épargne. Le taux d'épargne en Thaïlande est passé de 20 % en 1979 à 36 % en 1998 (World Bank). Il a légèrement baissé avec la crise, à 30 % en 2001.

Les comportements d'épargne sont bien évidemment différents selon les tranches de revenus. Ce qui est remarquable en Thaïlande, c'est que les classes élevées de revenus épargnent énormément : plus de la moitié pour le décile le plus élevé (57 % du revenu en 1997), et plus de 40 % pour les deux déciles suivants. A l'autre bout de l'échelle, on a au contraire un endettement qui peut être très important pour le décile le plus pauvre : l'endettement est égal pendant les six dernières années de la série (1994 à 1999) à 100 % du revenu. Les pauvres consomment deux fois plus qu'ils ne gagnent, et s'endettent en conséquence. De plus, à partir de 1994 (c'est-à-dire avant la crise), le second décile le plus pauvre a des dépenses supérieures à ses revenus. L'endettement touche donc un nombre croissant de ménages.

Cette logique de répartition a des effets cumulatifs. Les classes favorisées investissent énormément (y compris à l'étranger) avec de nouvelles perspectives de profit, tandis que le cercle vicieux de l'endettement est le lot des plus pauvres. Avec un blocage de fait des salaires, la part de la population qui vit avec moins de 3 ou 4 \$ par jour a peu de chance de voir son sort s'améliorer, si le régime de croissance n'évolue pas.

## **Conclusion**

Le modèle de la Thaïlande n'est plus celui d'une croissance égalitaire. L'éradication de la pauvreté absolue ne doit pas faire oublier qu'une partie importante de la population vit avec de faibles revenus. Avec l'urbanisation et l'industrialisation, la question de la pauvreté s'est

---

<sup>10</sup> - Les paysans semblent avoir bénéficié de la forte croissance, à travers les prêts et subventions de la banque agricole de développement (Hyeok Jeong and Robert M. Townsend, 2000)

déplacée progressivement. Elle devient de plus en plus liée au statut d'ouvrier ou d'employé des industries et services, modernes et informels.

La logique du régime de croissance de la Thaïlande explique cette évolution. Maintenant à tout prix une main-d'œuvre à bon marché pour rester compétitives sur le marché mondial, les entreprises thaïlandaises (ou étrangères en Thaïlande) ont, pour la plupart, continué sur le modèle à l'origine de la croissance dans les années 1970 : main-d'œuvre abondante, bon marché, faiblement qualifiée et docile. L'ouverture sur le marché mondial n'a pas changé fondamentalement ces bases. Contrairement à la Corée du Sud, Singapour ou Taiwan, la Thaïlande est restée sur ce modèle, négligeant l'amélioration des qualifications. Les progrès de la productivité, essentiellement dus à l'investissement en capital et à l'adoption de méthodes d'organisation du travail à la japonaise, n'ont pas bénéficié beaucoup aux ouvriers et employés non qualifiés qui forment encore la masse des salariés en Thaïlande.

Sans nier l'existence de situations d'extrême pauvreté que nous avons évoquées plus haut, le problème de la pauvreté n'est pas celui de l'exclusion ou du chômage, de populations vivant dans des bidonvilles, de populations déplacées ou victimes de guerre ou de maladies. La pauvreté touche de plus en plus les personnes non qualifiées qui constituent encore la majorité de la main-d'œuvre, comprenant bien sûr les paysans.

## **Références**

- Ark Van B., Timmer M. (2000). "Asia's Productivity Performance and Potential at the Turn of the Century: An international Perspective". Working Paper, University of Groningen & Conference Board
- Ark Van B., Timmer M. (2003). "Asia's Productivity Performance and Potential: The Contribution of Sectors and Structural Change". Paper Presented at RIETI-KEIO, "Conference on Japanese Economy: Leading East Asia in the 21st Century?" Tokyo, 30 May 2003.
- Asian Development Bank, 2005. Report on the Goal Millenium
- Banque Mondiale, 1993. Le miracle asiatique. Banque Mondiale, Washington.
- Bent, 2002. Balancing on the Margins: Workers Economic Decisions at the Northern Region Industrial Estate, Lamphun Presented at the conference "The Living Conditions of the Poor and Unprivileged in Northern Thailand" in Chiang Mai, April 2002, revised July 2002
- CELS (2007). "Learning Thailand". A paraître.
- CELS. Labour Database. CELS, Chiang Mai University.
- Chandrachai A., Bangorn T., Chockpisansin K. (2004). « Total Factor Productivity Growth : Survey Report. Part II- National Reports, Thailand ». APO 2004, Tokyo.
- Deolalikar, A. B., 2002. Poverty, Growth and Inequality in Thailand. ERD Working Paper No.8.
- Huguet Jerrold W, Sureeporn Punpuing (2005), International Migration in Thailand, International Organisation for Migrations, Bangkok.
- Intarakamnerd P., Chairatna P.A., Tangchitpiboon T. (2002). « National Innovation System in Less Successful Developing Countries: the Case of Thailand ». Research Policy, 31, p 1445-1457.
- Jeong H., 2005. Assessment of Relationship between Growth and Inequality: Micro Evidence from Thailand. IEPR working paper 05.20.
- Kakwani, N., and M. Krongkaew, 2000. "Analysing Poverty in Thailand." Journal of the Asia Pacific
- Krongkaewa, M., Kakwani N., 2003. The growth–equity trade-off in modern economic development: the case of Thailand. Journal of Asian Economics 14 (2003) 735–757
- Kuznets, S., 1955. "Economic Growth and Income Inequality." American Economic Review 45(1):1-28.
- Motonishi (Taizo), 2003 - Why Has Income Inequality in Thailand Increased? An Analysis Using 1975-1998 Surveys. ERD working paper series no. 43, Asian Development Bank.
- National Statistical Office National Statistical Office, various years. Household Socio Economic Survey. Office of the Prime Minister, Bangkok, Thailand.
- Parnwell, Michael & Arghiros Daniel (1996) , "Uneven Development in Thailand" in: Michael Parnwell (ed.) Uneven Development in Thailand , Aldershot. Avebury
- PNUD, Rapport sur le développement humain 2005 ; données des années 1998 à 2002

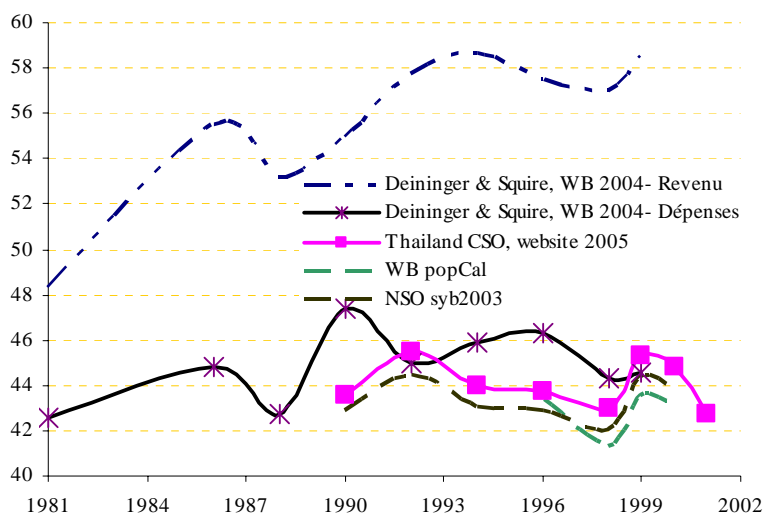
Somchai Jitsuchon (2001) , “What is Poverty and How to Measure it” , TDRI Quarterly Review  
Vol. 15 no.3.

Tinakorn P., Sussangkarn C. (1996). “Productivity Growth in Thailand”. TDRI, Bangkok.

World Bank, 1996. Thailand. Growth, Poverty and Income Distribution. An Economic Report.  
Report No. 15689-TH

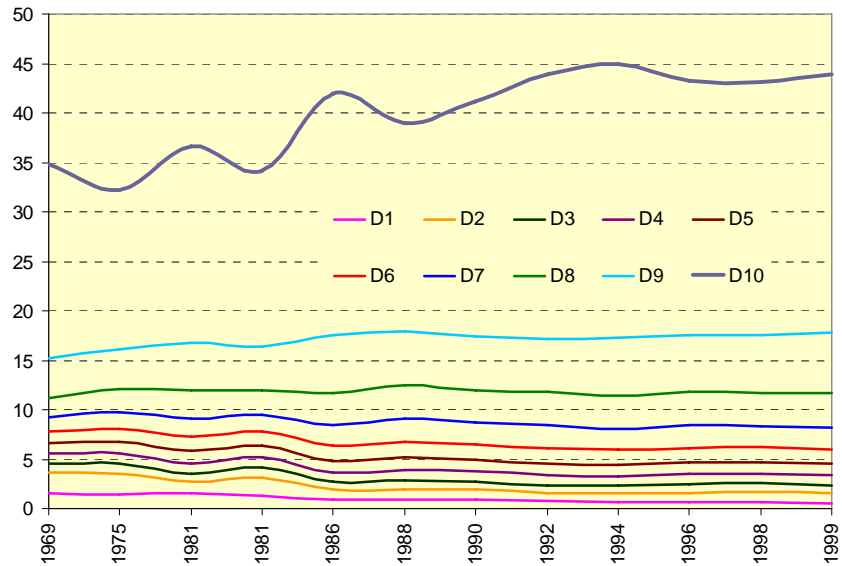
## ANNEXES

### *Différentes séries de coefficients de Gini pour la Thaïlande*



Les trois premières séries se trouvent dans la base de données du WIDER Institute de l'Université des Nations Unies : Les deux de Deininger et Squire diffèrent par le calcul de distribution sur le revenu ou sur les dépenses. Alors que toutes les autres séries portent en principe sur les revenus, elles ressemblent davantage à des séries sur les dépenses. La série CSO semble être en réalité une série NSO (National Statistical Office), mais ne correspond pas à celle se trouvant sur le site web de cet institut. Enfin, la série de la Banque Mondiale disponible sur la base de données PovCal diffère totalement de celles de Deininger et Squire, pourtant réalisées sous son égide.

*Part du revenu national par décile (1969-1999)*



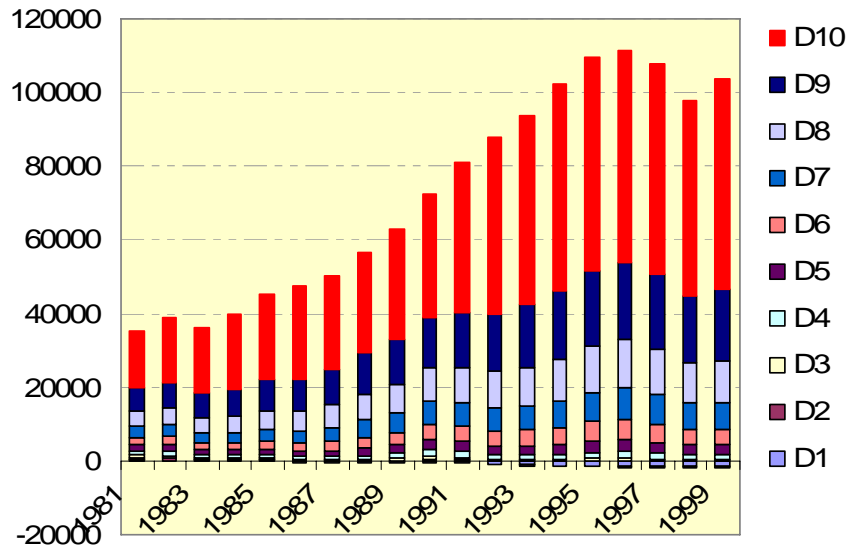
Source: CELS database, calculated from United Nations University. World Institute for Development Economic Research (<http://www.wider.unu.edu/wiid/wiid.htm>)

*Taux de croissance annuel du revenu par déciles*

Déciles	\$/j 1999	TCA 81-96	TCA 96-99
D1	1,0	0,1	-12,2
D2	2,9	3,0	-7,6
D3	4,5	4,1	-7,4
D4	6,3	4,6	-6,8
D5	8,5	5,0	-6,4
D6	11,4	5,4	-5,9
D7	15,5	6,0	-5,9
D8	22,1	6,5	-5,5
D9	33,7	6,9	-4,1
D10	83,0	7,8	-4,3

Source : United Nations University. World Institute for Development Economic Research

*Epargne par décile*



Source: CELS database, calculated from United Nations University. World Institute for Development Economic Research (<http://www.wider.unu.edu/wiid/wiid.htm>)